



## Rapport financier semestriel 2019



# Sommaire

<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ</b>	<b>3</b>
Faits marquants du premier semestre 2019	3
Activité du Groupe au premier semestre 2019	4
Événements postérieurs à la date de clôture des comptes semestriels	7
Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2019	7
Principales transactions entre parties liées	7
<b>COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS</b>	<b>8</b>
Compte de résultat	8
Résultat global	8
État de la situation financière	9
Tableau de flux de trésorerie	10
Tableau de variation des capitaux propres	11
Annexe aux états financiers consolidés semestriels résumés	12
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2019</b>	<b>31</b>
<b>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b>	<b>32</b>

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

### 1 Faits marquants du premier semestre 2019

#### **20 MW mis en service au premier semestre 2019**

Au cours du premier semestre 2019, FUTUREN a poursuivi sa politique de développement qui vise à mettre en service des parcs éoliens pour compte propre afin de renforcer sa principale activité de vente d'électricité.

Ainsi en avril 2019, FUTUREN a mis en service le parc éolien de Faydunes, situé sur le territoire de la commune de Saint-Affrique, dans le département de l'Aveyron. Ce parc comprend 6 éoliennes de 2,3 MW de puissance nominale, soit une capacité totale de 13,8 MW.

En juin 2019, FUTUREN a mis en service le parc éolien de Joncels, situé sur le territoire de la commune éponyme, dans le département de l'Hérault. Ce parc comprend 7 éoliennes, pour une capacité totale de 6,3 MW.

Ces deux mises en service portent à 448 MW la capacité brute exploitée pour compte propre par FUTUREN, dont 220 MW situés en France.

#### **28 MW mis en construction au premier semestre 2019**

Le projet de Mazurier, situé sur le territoire de la commune de Chatillon-lès-Sons, dans le département de l'Aisne, comprendra 4 éoliennes de 3,2 MW de puissance nominale, soit une capacité totale de 12,8 MW. Conformément au planning, la construction a débuté en janvier 2019.

Le projet de Mottenberg est également actuellement en construction. Situé sur les communes de Zimming et Narbéfontaine, dans le département de la Moselle, il comprendra 7 éoliennes de 2,2 MW de puissance nominale, soit une capacité totale de 15,4 MW.

Ces deux projets mis en construction viennent s'ajouter au projet des Coteaux (38 MW), en construction depuis 2018, ce qui porte à 66,2 MW la capacité en construction de parcs éoliens pour FUTUREN en France.

#### **Obtention d'un nouveau permis de construire au premier semestre 2019**

Le projet d'Antezant-Saint Pardoult, situé sur le territoire des communes d'Antezant-la-Chapelle et de Saint-Pardoult, dans le département de la Charente-Maritime, a obtenu toutes les autorisations nécessaires à sa réalisation et à son exploitation. Celles-ci sont désormais purgées de tout recours. Le projet comprendra 4 aérogénérateurs dont le modèle est en cours de sélection.

#### **Rachat des parts minoritaires dans le véhicule d'investissement Theolia Utilities Investment Company**

Le 21 mai 2019, FUTUREN a racheté les parts que Badenova et IWB détenaient dans Theolia Utilities Investment Company (« TUIC »), un véhicule d'investissement spécialisé dans l'acquisition et l'exploitation de parcs éoliens, principalement en France.

TUIC a été fondé en 2011 pour acheter, construire et exploiter des projets éoliens. FUTUREN détenait 40 % de TUIC, Badenova et IWB 30 % chacun. TUIC détient aujourd'hui quatre parcs éoliens en France, pour une capacité installée cumulée d'environ 68 MW.

### Modifications au sein du Conseil d'administration de FUTUREN

Les mandats d'administrateur et de Président du Conseil d'administration exercés par Bruno Fyot ont pris fin à l'issue de l'Assemblée générale du 14 juin 2019. Depuis cette date, Nicolas Couderc est Président du Conseil d'administration.

L'Assemblée générale du 14 juin 2019 a également nommé Géraldine Anceau en qualité d'administrateur de la Société et ratifié la cooptation en qualité d'administrateur de la Société de Maud de Galard.

## 2 Activité du Groupe au premier semestre 2019

Les comptes consolidés du Groupe pour le premier semestre 2019 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 11 septembre 2019, en présence des Commissaires aux comptes.

### COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2019	Premier semestre 2018	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	37 303	33 772	3 531
<b>EBITDA</b>	21 473	18 809	2 664
<b>Résultat opérationnel</b>	9 120	5 022	4 098
<b>Résultat financier</b>	(3 195)	(1 670)	(1 525)
<b>Impôts sur les résultats</b>	(2 954)	(1 998)	(956)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>2 972</b>	<b>1 354</b>	<b>1 618</b>
<b>Dont part du Groupe</b>	<b>2 753</b>	<b>846</b>	<b>1 907</b>

Bénéficiant de l'effet en année pleine sur deux parcs mis en service en 2018 et de deux mises en service depuis le début de l'année, le premier semestre 2019 présente une forte amélioration des agrégats opérationnels. Malgré l'augmentation de la charge financière et de la charge d'impôt, le résultat net de l'ensemble consolidé atteint 3,0 millions d'euros au premier semestre 2019.

- Chiffre d'affaires consolidé**

Tiré par les récentes mises en service, le chiffre d'affaires consolidé de FUTUREN atteint 37,3 millions d'euros pour le premier semestre 2019, en augmentation de + 11 % par rapport au premier semestre 2018.

(en milliers d'euros)	Vente d'électricité	Développement et gestion de parcs	Autres activités	Total consolidé
<b>Premier semestre 2019</b>	33 578	1 122	2 603	37 303
<b>Premier semestre 2018</b>	29 194	2 137	2 441	33 772
<b>Variation</b>	<b>+ 15,0 %</b>	<b>- 47,5 %</b>	<b>+ 6,6 %</b>	<b>+ 10,5 %</b>

L'activité « **Vente d'électricité** » enregistre un chiffre d'affaires de 33,6 millions d'euros au premier semestre 2019, en croissance de + 15 % par rapport au premier semestre 2018. L'activité a en particulier bénéficié des mises en service de deux nouveaux parcs éoliens au premier semestre 2019 et de l'effet en année pleine du chiffre d'affaires de deux parcs qui avaient été mis en service courant 2018.

L'activité « **Développement et gestion de parcs** » enregistre un chiffre d'affaires de 1,1 million d'euros au premier semestre 2019, en net recul par rapport au premier semestre 2018, un contrat pour compte de tiers étant arrivé à échéance fin 2018.

Le chiffre d'affaires d'Ecoval 30, dans le secteur « **Autres activités** », atteint 2,6 millions d'euros au premier semestre 2019, contre 2,4 millions d'euros au premier semestre 2018.

#### • EBITDA

Bénéficiant des récentes mises en service de parcs éoliens, l'EBITDA consolidé de FUTUREN atteint 21,5 millions d'euros pour le premier semestre 2019, en augmentation de + 14% par rapport au premier semestre 2018.

(en milliers d'euros)	Vente d'électricité	Développement et gestion de parcs	Autres activités	Total consolidé
<b>Premier semestre 2019</b>	24 689	(1 482)	(1 734)	<b>21 473</b>
<b>Premier semestre 2018</b>	21 090	(2 664)	383	<b>18 809</b>
<b>Variation</b>	<b>+ 17,1 %</b>	<b>+ 44,4 %</b>	<i>n/a</i>	<b>+ 14,2 %</b>

En ligne avec l'évolution du chiffre d'affaires, l'EBITDA de l'activité « **Vente d'électricité** » s'établit à 24,7 millions d'euros au premier semestre 2019, en croissance de + 17 % par rapport au premier semestre 2018. L'EBITDA de l'activité a en particulier bénéficié de l'impact positif des mises en service réalisées en 2018 et au premier semestre 2019, ainsi que de la réduction de 1,1 million d'euros de la charge de loyers suite à la première application de la norme IFRS 16. La marge d'EBITDA sur chiffre d'affaires de l'activité s'élève à 74 % au premier semestre 2019, contre 72 % au premier semestre 2018.

L'EBITDA de l'activité « **Développement et gestion de parcs** » s'est amélioré au premier semestre 2019. L'activité a en particulier bénéficié de la réduction des charges opérationnelles et de l'annulation de dettes de loyers anciennes.

L'EBITDA du secteur « **Autres activités** » est en net recul au premier semestre 2019, pénalisé par une dépréciation de créances clients. Ecoval 30 affiche un EBITDA structurellement négatif ; du fait de cette situation financière difficile, une médiation a été ouverte fin 2018 avec pour objectif de permettre le retour à l'équilibre de cette activité (cf. paragraphe 3, Événements postérieurs à la date de clôture des comptes semestriels).

Au total, la marge d'EBITDA sur chiffre d'affaires consolidé atteint 58 % au premier semestre 2019, contre 56 % au premier semestre 2018.

#### • Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel de FUTUREN enregistre une forte croissance et atteint 9,1 millions d'euros au premier semestre 2019, contre 5,0 millions d'euros au premier semestre 2018

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2019	Premier semestre 2018
<b>EBITDA</b>	21 473	18 809
<b>Dotations aux amortissements</b>	(12 763)	(10 970)
<b>Pertes de valeur</b>	(349)	(1 106)
<b>Autres</b>	759	(1 711)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>9 120</b>	<b>5 022</b>

Les dotations aux amortissements, associées, dans leur grande majorité, aux parcs éoliens détenus par le Groupe, sont en forte augmentation sur le premier semestre 2019, du fait des mises en service intervenues en 2018 et au premier semestre 2019 et de l'impact de 0,9 million d'euros de la première application de la norme IFRS 16.

Au premier semestre 2019, le Groupe a enregistré une perte de valeur de 0,3 million d'euros sur le goodwill lié à un parc éolien en exploitation en Allemagne. Inversement, le Groupe a comptabilisé, dans le poste « **Autres** », des reprises de dépréciations liées à des projets éoliens en France dont le développement a progressé.

Il est rappelé qu'au premier semestre 2018, le Groupe avait comptabilisé une perte de valeur liée à la filiale Ecoval 30 et déprécié une créance ancienne à hauteur de 0,9 million d'euros.

- **Résultat financier**

Le résultat financier de FUTUREN se dégrade au premier semestre 2019 et représente une charge nette de 3,2 millions d'euros, comparée à une charge nette de 1,7 million d'euros pour le premier semestre 2018. Le résultat financier du premier semestre 2018 avait bénéficié de l'impact positif de deux éléments non-récurrents pour un montant cumulé de 1,7 million d'euros.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Premier semestre 2019</b>	<b>Premier semestre 2018</b>
<b>Charge d'intérêts nette liée aux parcs éoliens</b>	(3 490)	(3 832)
<b>Autres</b>	295	2 162
<b>Résultat financier</b>	<b>(3 195)</b>	<b>(1 670)</b>

La charge d'intérêts nette liée aux parcs éoliens est en baisse sur le semestre, essentiellement du fait des remboursements de nominal intervenus entre les deux périodes.

Le poste « Autres » comprend essentiellement les intérêts enregistrés sur prêts et avances accordés aux sociétés mises en équivalence.

Le poste « Autres » incluait également, au premier semestre 2018, le produit de la cession des titres d'une filiale non consolidée pour 1,0 million d'euros et l'impact positif de la réévaluation d'un *swap* ancien pour 0,7 million d'euros.

- **Résultat net de l'ensemble consolidé**

Le résultat net de l'ensemble consolidé pour le premier semestre 2019 est un bénéfice de 3,0 millions d'euros, comparé à un bénéfice de 1,4 million d'euros au premier semestre 2018.

## ENDETTEMENT ET TRÉSORERIE

L'endettement financier net du Groupe s'élève à 169,7 millions d'euros au 30 juin 2019, en hausse de 39,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2019. Cette augmentation reflète essentiellement les nouvelles avances accordées par l'actionnaire majoritaire pour financer le développement du Groupe et l'enregistrement d'une nouvelle dette financière locative suite à la première application de la norme IFRS 16 (compensée par un actif du même ordre).

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
<b>Financements bancaires des parcs éoliens</b>	(135 238)	(144 628)
<b>Avances accordées par l'actionnaire majoritaire</b>	(110 824)	(59 138)
<b>Dette financière IFRS 16</b>	(20 108)	
<b>Autres passifs financiers</b>	(6 053)	(28 218)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	92 450	80 720
<b>Autres actifs financiers (créances accordées)</b>	10 055	21 241
<b>Endettement financier net</b>	<b>(169 719)</b>	<b>(130 024)</b>

Les financements bancaires liés aux parcs éoliens en exploitation sont en baisse de 9,4 millions d'euros sur le semestre, suite aux remboursements des échéances normales des prêts. Il est rappelé que ces financements sont sans recours ou avec recours limité contre la société-mère. Chaque société de projet qui détient un parc contracte directement le financement et assure les remboursements des échéances grâce aux flux dégagés par l'exploitation du parc.

Au cours du premier semestre 2019, l'actionnaire majoritaire a accordé 51,7 millions d'euros d'avances de trésorerie au Groupe, essentiellement pour financer les constructions en cours de parcs éoliens.

L'application de la nouvelle norme IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 a conduit à reconnaître les principales locations (essentiellement locations des terrains sur lesquels sont implantés les parcs du Groupe et locations de véhicule de transport et matériel informatique) sous la forme d'un actif de droit d'utilisation, en contrepartie d'une dette locative de nature financière. Au 30 juin 2019, cette dette financière locative, représentant la somme actualisée des loyers restant à payer au titre des contrats, s'élève à 20,1 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, les « Autres passifs financiers » incluaient notamment les prêts que TUIC, société mise en équivalence, avait accordés à ses filiales consolidées en intégration globale, pour un montant de 22,0 millions d'euros. Depuis le rachat des parts minoritaires de TUIC (cf. Faits marquants du premier semestre 2019 ci-dessus), ces prêts sont devenus intra-groupe, annulés en consolidation.

La trésorerie de FUTUREN est en augmentation de 11,8 millions d'euros sur le semestre. Les activités opérationnelles ont dégagé un flux net positif de 20,6 millions d'euros et l'actionnaire majoritaire a accordé de nouvelles avances pour un montant de 51,7 millions d'euros. Le Groupe a ainsi pu poursuivre ses investissements à un rythme très soutenu en consacrant 26,1 millions d'euros à l'avancement de ses projets, racheter les parts minoritaires de TUIC et honorer ses engagements (remboursement d'emprunts bancaires, paiement d'intérêts et de loyers) pour un montant cumulé de 34,3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, les « Autres actifs financiers » incluaient notamment les prêts d'un montant cumulé de 11,5 millions d'euros que FUTUREN avait accordés à TUIC, société mise en équivalence. Depuis le rachat des parts minoritaires de TUIC, ces prêts sont devenus intra-groupe, annulés en consolidation.

### 3 Événements postérieurs à la date de clôture des comptes semestriels

Au cours du mois d'août 2019, 500 OCEANES ont été converties, ayant donné lieu à la création de 1 118 actions nouvelles.

Le 28 août 2019, FUTUREN a procédé au remboursement anticipé des 13 094 OCEANES restant en circulation. Depuis cette date, il n'y a plus aucune OCEANE en circulation.

Avec une activité structurellement déficitaire et des créances clients anciennes restant impayées, Ecoval 30, filiale spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets par tri-compostage, a entamé fin 2018 une procédure de médiation visant à restaurer son équilibre financier. La médiation s'est achevée le 3 septembre 2019 sans avoir permis d'aboutir à un accord.

Pendant la médiation, FUTUREN a accordé de nouvelles avances à Ecoval 30, remboursables le 31 août 2019. N'étant pas en mesure d'honorer cet engagement, Ecoval 30 se prépare à déposer à brève échéance une déclaration de cessation de paiement. Les principales incidences comptables de cette situation sont intégrées dans les présents comptes semestriels 2019.

### 4 Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2019

Les facteurs de risque auxquels est exposée la Société pour le second semestre 2019 sont de même nature que ceux décrits au chapitre 1.1.2 du Rapport financier annuel 2018 de la Société (pages 15 à 26).

### 5 Principales transactions entre parties liées

Au cours du premier semestre 2019, les relations entre le Groupe FUTUREN et les parties liées sont restées globalement comparables à celles de 2018.

## COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

### 1 Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2019	30/06/2018
<b>Chiffre d'affaires</b>	4	37 303	33 772
Achats et variations de stocks		(1 198)	(1 851)
Charges externes		(11 643)	(10 675)
Impôts et taxes		(1 555)	(1 273)
Charges de personnel		(2 494)	(2 801)
Provisions opérationnelles	8	(1 182)	-
Autres produits et charges courants		2 241	1 637
<b>EBITDA</b>	4	21 473	18 809
Amortissements	5.4	(12 763)	(10 970)
Provisions courantes	8	103	(212)
Provisions non-courantes	8	2 772	(936)
Autres produits et charges non-courants		(2 115)	(562)
Pertes de valeur	5.2, 5.5	(349)	(1 106)
<b>Résultat opérationnel</b>	4	9 120	5 022
Coût de l'endettement financier net	6.5	(4 126)	(3 677)
Autres produits financiers	6.6	1 214	3 652
Autres charges financières	6.6	(282)	(1 646)
<b>Résultat financier</b>		(3 195)	(1 670)
Impôts sur les résultats	10	(2 954)	(1 998)
<b>RESULTAT NET de l'ensemble consolidé</b>		2 972	1 354
dont part du Groupe		2 753	846
dont participations ne donnant pas le contrôle		218	509
Résultat par action de l'ensemble consolidé (en euros)		0,01	0,00
Résultat dilué par action de l'ensemble consolidé (en euros)		0,01	0,00

Les données comparatives au 30 juin 2018 n'ont pas été retraitées de la norme IFRS 16, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, conformément à la méthode de transition dite « rétrospective simplifiée » prévue par la norme et appliquée par le Groupe.

### 2 Résultat global

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	30/06/2018
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	2 972	1 354
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture	(446)	(77)
Variation de l'écart de conversion	(99)	223
Variation des impôts différés	111	26
<b>Éléments recyclables en résultat net</b>	(433)	172
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	2 539	1 526
dont part du Groupe	2 621	1 259
dont participations ne donnant pas le contrôle	(83)	268

Les données comparatives au 30 juin 2018 n'ont pas été retraitées de la norme IFRS 16, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, conformément à la méthode de transition dite « rétrospective simplifiée » prévue par la norme et appliquée par le Groupe.



### 3 État de la situation financière

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2019	31/12/2018
Goodwill	5.1	30 874	31 223
Immobilisations incorporelles	5.2	25 540	26 923
Immobilisations corporelles	5.3	349 661	304 906
Actifs financiers non-courants	6.1	13 763	24 219
Impôts différés actifs		3 566	1 356
<b>Actifs non-courants</b>		<b>423 402</b>	<b>388 627</b>
Stocks et projets en cours	7	383	333
Clients		13 176	19 317
Autres actifs courants		16 251	11 725
Actifs financiers courants	6.1	-	743
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.4	92 450	80 720
<b>Actifs courants</b>		<b>122 260</b>	<b>112 838</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>545 661</b>	<b>501 464</b>

  

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2019	31/12/2018
Capital	11.1	27 790	27 778
Primes		400 876	400 889
Réserves		(220 654)	(210 510)
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du Groupe		2 753	(814)
<b>Capitaux propres, part du Groupe</b>		<b>210 765</b>	<b>217 343</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	11.2	25	698
<b>Capitaux propres</b>		<b>210 790</b>	<b>218 041</b>
Passifs financiers non-courants	6.2	249 927	210 271
Provisions part non-courante	8	15 044	16 520
Provision pour retraite		221	219
Impôts différés passifs		12 707	9 094
<b>Passifs non-courants</b>		<b>277 898</b>	<b>236 104</b>
Passifs financiers courants	6.2	22 297	21 714
Fournisseurs et autres passifs courants		29 090	19 047
Dettes fiscales et sociales		4 644	4 744
Dettes d'impôt sur les sociétés		941	1 813
<b>Passifs courants</b>		<b>56 973</b>	<b>47 318</b>
<b>TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>545 661</b>	<b>501 464</b>

Les données comparatives au 30 juin 2018 n'ont pas été retraitées de la norme IFRS 16, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, conformément à la méthode de transition dite « rétrospective simplifiée » prévue par la norme et appliquée par le Groupe.

## 4 Tableau de flux de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	30/06/2018
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>2 972</b>	<b>1 354</b>
Élimination des amortissements, dépréciations et provisions	10 341	11 641
Élimination de la variation d'impôts	2 954	1 998
Élimination des plus ou moins values de cession	44	157
Charges financières	3 286	3 573
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	224	(1 261)
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>19 822</b>	<b>17 462</b>
Incidence de la variation de BFR lié à l'activité	2 733	(709)
Impôts sur les sociétés décaissés	(1 914)	(1 005)
<b>FLUX NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>20 641</b>	<b>15 748</b>
Acquisitions d'immobilisations	(26 093)	(25 483)
Cessions d'immobilisations	19	959
Variation des prêts	(17 685)	(126)
Incidence nette des variations de périmètre (acquisitions / cessions)	(3 084)	(9)
<b>FLUX NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(46 842)</b>	<b>(24 658)</b>
Souscriptions d'emprunts et autres dettes	51 686	21 018
Remboursements d'emprunts et autres dettes	(9 833)	(11 079)
Intérêts payés	(2 515)	(2 799)
Paiement de la partie principale du loyer	(1 247)	-
Opérations de financement sans incidence sur la trésorerie	-	(97)
<b>Flux net généré par les activités de financement</b>	<b>38 091</b>	<b>7 042</b>
Incidence des variations des taux de change	(89)	163
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>11 800</b>	<b>(1 704)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	80 651	82 747
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	92 450	81 044
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>11 800</b>	<b>(1 704)</b>

Les données comparatives au 30 juin 2018 n'ont pas été retraitées de la norme IFRS 16, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, conformément à la méthode de transition dite « rétrospective simplifiée » prévue par la norme et appliquée par le Groupe.

## 5 Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Écart de conversion	Variation de juste valeur et autres	Réserves consolidées et résultat	Capitaux propres part du Groupe	ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>Situation au 31/12/2017</b>	27 713	400 953	412	(761)	(211 612)	216 706	372	217 077
Charges et produits directement reconnus en capitaux propres			223	190		413	(241)	171
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du Groupe					846	846	509	1 355
<b>Résultat global</b>	-	-	223	190	846	1 259	269	1 526
Paiements fondés sur des actions	64	(64)			195	195		195
Autres reclassements					41	41	1	42
<b>Situation au 30/06/2018</b>	27 777	400 889	635	(571)	(210 530)	218 199	640	218 840
Charges et produits directement reconnus en capitaux propres			447	377		824	(60)	764
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du Groupe					(1 660)	(1 660)	117	(1 543)
<b>Résultat global</b>			447	377	(1 660)	(836)	57	(779)
Paiements fondés sur des actions					28	28		28
Autres reclassements			(10)		(41)	(51)	(1)	(52)
<b>Situation au 31/12/2018</b>	27 778	400 889	1 072	(194)	(212 203)	217 339	697	218 038
Charges et produits directement reconnus en capitaux propres			(99)	(33)		(132)	(301)	(433)
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du Groupe					2 753	2 753	218	2 972
<b>Résultat global</b>	-	-	(99)	(33)	3 753	2 622	(83)	2 539
Paiements fondés sur des actions	12	(12)			18	18		18
Transactions entre actionnaires					(9 258)	(9 258)	(589)	(9 847)
Autres reclassements					42	42	-	42
<b>SITUATION AU 30/06/2019</b>	27 790	400 876	973	(227)	(218 647)	210 766	26	210 792

L'opération correspondant aux transactions entre actionnaires est expliquée dans le paragraphe 3.

Note 1.	Informations générales-----	13
Note 2.	Principes comptables et méthodes d'évaluation-----	13
Note 3.	Périmètre de consolidation-----	16
Note 4.	Information sectorielle-----	16
Note 5.	Goodwill et immobilisations-----	18
Note 6.	Actifs et passifs financiers, instruments dérivés et trésorerie-----	21
Note 7.	Stocks-----	26
Note 8.	Provisions-----	26
Note 9.	Participations dans les coentreprises et les entreprises associées-----	27
Note 10.	Impôts sur les résultats-----	28
Note 11.	Capitaux propres et participations ne donnant pas le contrôle-----	28
Note 12.	Engagements-----	28
Note 13.	Evènements postérieurs à la date de clôture des comptes semestriels-----	30

## Note 1. Informations générales

---

La société FUTUREN (la « Société ») est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé en France, à Paris La Défense. La Société et ses filiales (le « Groupe ») forment un opérateur industriel intégré qui intervient à chaque étape du développement d'un projet éolien. Les compétences du Groupe couvrent l'ensemble de la chaîne de valeur de la production d'électricité à partir de l'énergie éolienne : la prospection, le développement, la construction et l'exploitation de parcs.

Le Groupe opère pour l'essentiel en Europe.

La Société est cotée à Paris sur le marché Euronext Paris compartiment B.

La Société clôture ses comptes annuels au 31 décembre. La période pour laquelle les comptes sont présentés a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et s'est terminée le 30 juin 2019.

Les états financiers résumés du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 11 septembre 2019.

Les notes explicatives ci-après accompagnent la présentation des comptes consolidés et en sont partie intégrante.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

## Note 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

---

### 2.1 Référentiel comptable appliqué

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, modifié par le règlement CE n° 297/2008 du 11 mars 2008, les états financiers consolidés résumés de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 juin 2019 sont établis en conformité avec les normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*), telles qu'adoptées par l'Union européenne et publiées par l'IASB à cette date.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (*International Accounting Standards*), ainsi que leurs interprétations (IFRIC et SIC) qui sont disponibles à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les principes comptables appliqués sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (décrits à la note 2 des comptes consolidés au 31 décembre 2018) à l'exception des normes et amendements adoptés par l'Union européenne, applicables de façon obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 dont principalement la norme IFRS 16 « Contrats de location » applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 (cf. note 2.1.1).

Les autres textes d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, notamment IFRIC 23 « Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat » n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés de FUTUREN.

Le Groupe n'a pas anticipé l'application de normes et interprétations dont la mise en œuvre n'est pas obligatoire en 2019.

#### 2.1.1 Principaux changements liés à l'application de la nouvelle norme IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019

La nouvelle norme IFRS 16 est venue modifier la définition des contrats de location ainsi que leur traitement comptable. Désormais, un contrat est qualifié de location si et seulement si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation du bien loué sur une période donnée en échange d'une contrepartie financière.

#### **Champ d'application en date de transition**

En date de transition, le Groupe a choisi d'appliquer les critères IFRS 16 uniquement aux contrats précédemment identifiés comme des contrats de location sous IAS 17 et IFRIC 4 conformément à l'approche simplifiée proposée par la norme. Ainsi, les contrats qui n'étaient pas identifiés comme des contrats de location n'ont pas été analysés au regard de la nouvelle norme IFRS 16.

Du point de vue du traitement comptable, l'application de cette nouvelle norme a conduit à reconnaître toutes les locations autres que celles de courte durée et celles portant sur des actifs de faible valeur au bilan du preneur, sous la forme d'un actif de droit d'utilisation (actifs présentés en immobilisations corporelles) et en contrepartie d'une dette locative de nature financière.

Les contrats de location ainsi concernés par l'application de cette norme en date de transition dans les comptes du Groupe portent essentiellement sur des terrains sur lesquels sont implantés les parcs éoliens et pour une part mineure, sur des véhicules de transport et du matériel informatique qui étaient comptabilisés auparavant en location simple.

Ces principes sont détaillés dans des encarts bleus dans chacune des notes afférentes.

### **Hypothèses et approche retenues pour la valorisation et la présentation dans les états financiers du Groupe**

En date de transition, pour les contrats de location classés en tant que contrats de location simple, la dette locative représente la somme des loyers restants à payer au titre du contrat, actualisés au taux d'emprunt marginal au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le droit d'usage est égal à la dette locative calculée au 1<sup>er</sup> janvier 2019, ajusté du montant des paiements d'avance ou à payer.

Les coûts de démantèlement n'ont pas été inclus dans la valeur du droit d'utilisation, ceux-ci étant déjà comptabilisés par ailleurs dans le bilan du Groupe.

Le taux d'emprunt marginal retenu représente le taux d'endettement de chacune des filiales ou projets, calculé sur la base des taux sans risque (taux de swap), du risque devises, d'une prime de risque pays, de la durée des contrats et du risque de crédit de la filiale.

La durée de location, permettant de projeter les loyers restants à payer, correspond à la période non résiliable de chaque contrat sauf si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer les options de renouvellement ou de résiliation prévues contractuellement.

En ce qui concerne les locations de terrain, le Groupe a opté pour une durée du contrat de location conforme à la durée de vie de ses actifs corporels installés sur ces derniers.

Par ailleurs, le Groupe a choisi d'appliquer les deux exemptions proposées par la norme et donc ne reconnaît pas :

- Les contrats ayant une durée inférieure ou égale à 12 mois (et à la transition pour les contrats dont le terme de la durée se situe dans les 12 mois suivant la date de première application de la norme) ;
- Les contrats de location de biens ayant une valeur à neuf individuelle inférieure à 5 000 dollars.

Le Groupe applique la norme IFRS 16 dans ses comptes selon la méthode rétrospective simplifiée. Ainsi, la première application de la norme est sans incidence sur le montant des capitaux propres du Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Par conséquent, l'information comparative présentée pour 2018 n'a pas été retraitée.

### **Impacts de l'application de la norme IFRS 16 sur les états financiers consolidés du Groupe**

L'application de la norme IFRS 16 a conduit à la constatation au bilan d'ouverture de :

- Un actif non courant lié au droit d'usage d'un montant total de 19 338 K€ ;
- En contrepartie d'une dette de location de nature financière pour un montant total de 19 389 K€ ; et
- Un actif courant net de 50 K€.

Au 30 juin 2019, les états financiers du Groupe incluant les variations du premier semestre présentent :

- Un actif non courant de droit d'usage d'un montant total net de 20 430 K€ ;
- Une dette financière pour un montant total de 20 107 K€ ;
- Un passif courant net de 441 K€ ; et
- Un impact de (118) K€ sur le résultat de la période.

L'impact sur le Compte de résultat consolidé au 30 juin 2019 de (118) K€ se décompose principalement comme suit :

- Amélioration de l'EBITDA de 1 050 K€ correspondant aux loyers retraités ;
- Comptabilisation d'une charge d'amortissement liée aux droits d'usage de (942) K€ ; et
- Constatation de la charge d'intérêt relative à la dette locative de nature financière pour un montant de (195) K€.

La réconciliation entre les engagements de location simple du Groupe, publiés dans le Rapport financier 2018 pour un montant total de 25 250 K€, et la dette locative actualisée au titre de la norme IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 d'un montant de 19 389 K€ s'établit principalement par :

- Effet de l'actualisation pour un montant de (5 984) K€ et
- Autres effets y compris l'impact relatif à la durée contractuelle des locations de terrain pour un montant de 123 K€.

## 2.2 Évolutions normatives postérieures au 30 juin 2019

Le Groupe suit l'évolution des normes qui ne sont pas encore applicables au 30 juin 2019.

## 2.3 Base de préparation des états financiers

Les comptes semestriels résumés clos au 30 juin 2019 sont établis sur la base des dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les comptes intermédiaires n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation des comptes consolidés annuels. Ces notes doivent donc être complétées par la lecture des états financiers de FUTUREN publiés au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

Le référentiel IFRS impose la modification rétrospective de l'information comparative publiée. Lorsque nécessaire, les notes annexes présentent l'information comparative publiée et retraitée.

## 2.4 Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers semestriels, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, implique le recours à des estimations et à des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants de certains actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes. Les hypothèses-clés sont les suivantes :

- probabilités de réussite et de mise en exploitation des projets éoliens ; et
- hypothèses opérationnelles et d'actualisation retenues dans les modèles de valorisation utilisés.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment les immobilisations corporelles, les goodwill, les autres actifs non-courants, les instruments financiers dérivés, les provisions pour risques et charges, les passifs de loyers et les actifs d'impôt différé.

Ces hypothèses ayant un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Ces éléments sont détaillés dans le Rapport financier annuel 2018 publié en avril 2019.

### Note 3. Périmètre de consolidation

---

Au titre du premier semestre 2019, le périmètre de consolidation comprend, outre la société-mère :

- 79 sociétés dont elle détient directement ou indirectement le contrôle exclusif (contre 80 au 31 décembre 2018) ; et
- 4 sociétés mises en équivalence (contre 5 sociétés au 31 décembre 2018).

Le 21 mai 2019, le Groupe a racheté les parts minoritaires que Badenova et IWB détenaient dans Theolia Utilities Investment Company (« TUIC »), un véhicule d'investissement spécialisé dans l'acquisition et l'exploitation de parcs éoliens, principalement en France, fondé en 2011.

FUTUREN détenait 40 % de TUIC, Badenova et IWB 30 % chacun. Avec ce rachat, le Groupe voit son pourcentage d'intérêt dans la société TUIC passer de 40% à 100%.

La méthode de consolidation appliquée à cette entité au 31 décembre 2018 était la mise en équivalence, représentative d'un contrôle de partenariat. Au 30 juin 2019, TUIC est consolidée en intégration globale, le Groupe exerçant le contrôle exclusif sur sa filiale depuis cette opération.

Au cours du premier semestre 2019, le Groupe a également procédé à la liquidation de deux filiales en Grèce. Ces opérations n'ont pas d'incidence significative sur les agrégats consolidés.

### Note 4. Information sectorielle

---

L'information sectorielle présentée ci-après reflète l'organisation du Groupe ainsi que le reporting interne qui est régulièrement examiné par la Direction Générale pour mesurer la performance financière des activités et décider des ressources à affecter. Au 30 juin 2019, le Groupe présente trois segments d'activité :

- L'activité « Vente d'électricité » qui regroupe l'ensemble des entités porteuses de parcs éoliens qui produisent de l'électricité selon des contrats d'une durée d'au moins 15 ans à partir de leur mise en service ;
- L'activité « Développement et gestion de parcs » qui comprend essentiellement les activités de prestations de développement, de construction et d'exploitation de parcs éoliens ; et
- Les « Autres activités » correspondant aux activités non-éoliennes, notamment le traitement des déchets ménagers.

Ces activités présentent des rentabilités, des environnements économiques et des risques qui leur sont spécifiques.

#### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires inclut les ventes d'électricité et produits associés, les honoraires de prestations de développement, de construction et d'exploitation. Il inclut également les honoraires de prestations de traitement des déchets ménagers et les ventes de déchets. Le chiffre d'affaires est présenté net des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupes.

- Vente d'électricité

Les ventes enregistrées au niveau des centrales éoliennes correspondent à la vente de l'électricité produite et cédée à l'opérateur conformément aux différents contrats.

Le chiffre d'affaires relatif à la vente d'électricité est reconnu au fur et à mesure de la livraison aux clients.

Les indemnités reçues en cas d'effacement exigé par le client sont reconnues en chiffre d'affaires. Les pénalités à verser sur des volumes non atteints sont reconnues en diminution du chiffre d'affaires.



- Développement et Gestion de parcs éoliens

Le chiffre d'affaires de l'activité Développement et Gestion de parcs éoliens comprend :

- les honoraires de gestion des parcs exploités pour le compte de tiers ;
- les facturations de prestations de développement et de construction réalisées ; et
- pour un nombre limité de parcs, le produit de la vente de l'électricité produite pour le compte de tiers conformément aux contrats de prestations de service.
- Traitement des déchets ménagers par tri compostage

Le chiffre d'affaires relatif au traitement des déchets ménagers est reconnu au fur et à mesure des tonnages présentés par les clients et par type de déchets conformément aux dispositions contractuelles.

### Autres produits

- Pénalités à recevoir ou à verser dans le cadre de la construction et/ou de l'exploitation d'un parc

Dans le cadre de la construction et/ou de l'exploitation des parcs, le Groupe peut être amené à percevoir ou à verser des indemnités aux fournisseurs de turbines en fonction de critères contractuels qui varient selon les projets.

Lorsque ces indemnités perçues ont pour objectif de compenser une perte d'exploitation, celles-ci sont comptabilisées en autres produits. En revanche, lorsqu'elles sont assimilables à une remise sur le prix d'achat des turbines, elles sont comptabilisées en réduction du coût de construction du projet.

A l'inverse, certains contrats prévoient que si les performances du bien sont supérieures à des seuils contractuels, le Groupe s'engage à reverser une indemnité aux fournisseurs de turbines. Dans ces cas-là, les montants à verser sont comptabilisés en charges d'exploitation au cours de l'exercice au titre duquel ils sont dus.

- Complément de rémunération assimilé à une subvention

En Italie, les producteurs d'électricité d'origine éolienne perçoivent une prime versée par le gestionnaire des réseaux qui s'ajoute aux revenus tirés de la vente d'électricité sur le marché. Ce complément de prix est comptabilisé en Autres produits courants.

### Information au 30 juin 2019

Compte de résultat <i>(en milliers d'euros)</i>	Vente d'électricité	Développement et Gestion de parcs	Autres activités	TOTAL
<b>Chiffre d'affaires</b>				
France	19 241	-	2 603	21 845
Allemagne	10 988	894	-	11 882
Italie	625	116	-	742
Maroc	2 723	-	-	2 723
Autres pays	-	111	-	111
<b>TOTAL chiffre d'affaires</b>	<b>33 578</b>	<b>1 122</b>	<b>2 603</b>	<b>37 303</b>
<b>EBITDA</b>	<b>24 689</b>	<b>(1 482)</b>	<b>(1 734)</b>	<b>21 473</b>
Amortissement	(12 101)	(589)	(72)	(12 763)
Provisions courantes	(25)	128	-	103
Provisions non-courantes	-	2 772	-	2 772
Autres produits et charges non-courants	22	(2 134)	(4)	(2 115)
Pertes de valeur	(349)	-	-	(349)
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>12 236</b>	<b>(1 306)</b>	<b>(1 810)</b>	<b>9 120</b>

## Information au 30 juin 2018

Compte de résultat (en milliers d'euros)	Vente d'électricité	Développement et Gestion de parcs	Autres activités	TOTAL
Chiffre d'affaires				
France	15 971	-	2 441	18 412
Allemagne	9 617	1 877	-	11 494
Italie	479	127	-	606
Maroc	3 126	-	-	3 126
Autres pays	-	134	-	134
<b>TOTAL chiffre d'affaires</b>	<b>29 194</b>	<b>2 137</b>	<b>2 441</b>	<b>33 772</b>
EBITDA	21 090	(2 664)	383	18 809
Amortissement	(10 589)	(276)	(105)	(10 970)
Provisions courantes	(25)	(187)	-	(212)
Provisions non-courantes	13	(948)	-	(936)
Autres produits et charges non-courants	6	(564)	(4)	(562)
Pertes de valeur	-	-	(1 106)	(1 106)
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>10 494</b>	<b>(4 639)</b>	<b>(832)</b>	<b>5 022</b>

Les données comparatives au 30 juin 2018 n'ont pas été retraitées de la norme IFRS 16, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, conformément aux dispositions transitoires de la norme.

## Note 5. Goodwill et immobilisations

### 5.1 Goodwill

#### 5.1.1 Evolution du poste

##### Au 30 juin 2019

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Valeurs à l'ouverture au 01/01/2019	193 460	(162 238)	31 223
Pertes de valeur	-	(349)	(349)
<b>VALEURS À LA CLÔTURE AU 30/06/2019</b>	<b>193 460</b>	<b>(162 587)</b>	<b>30 874</b>

Un détail des pertes de valeur est présenté en note 5.5.

##### Au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Valeurs à l'ouverture au 01/01/2018	193 460	(160 340)	33 120
Pertes de valeur	-	(1 898)	(1 898)
<b>VALEURS À LA CLÔTURE AU 31/12/2018</b>	<b>193 460</b>	<b>(162 238)</b>	<b>31 223</b>

#### 5.1.2 Affectation des goodwill par unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou regroupement d'UGT

(en milliers d'euros)	30/06/2019			31/12/2018
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur nette
Développement et gestion de parcs en France	10 973	(93)	10 880	11 022
Développement et gestion de parcs en Allemagne	132 444	(115 613)	16 830	16 830
Développement et gestion de parcs en Italie	9 722	(9 723)	-	-
Développement et gestion de parcs en Espagne	1 645	(1 645)	-	-
Vente d'électricité	36 729	(33 566)	3 163	3 371
Autres activités	238	(238)	-	-
Activité corporate	1 709	(1 709)	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>193 460</b>	<b>(162 587)</b>	<b>30 874</b>	<b>31 223</b>

L'activité Vente d'électricité est composée d'autant d'unités génératrices de trésorerie (UGT) que de parcs éoliens en exploitation.

## 5.2 Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Projets en cours de développement	Coûts de développement	Logiciels et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Valeurs brutes à l'ouverture au 01/01/2019</b>	<b>41 236</b>	<b>23 801</b>	<b>1 152</b>	<b>83 519</b>	<b>151 708</b>
Acquisitions et immobilisations générées en interne	500	-	3	84	587
Diminution	(49)	-	-	-	(49)
Écarts de conversion	(12)	-	-	(301)	(313)
Autres variations	(1 666)	1 666	-	-	-
<b>VALEURS BRUTES À LA CLÔTURE AU 30/06/2019</b>	<b>40 009</b>	<b>27 467</b>	<b>1 155</b>	<b>83 302</b>	<b>151 933</b>
<b>Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture au 01/01/2019</b>	<b>(36 739)</b>	<b>(13 060)</b>	<b>(1 072)</b>	<b>(73 880)</b>	<b>(124 760)</b>
Amortissements et dépréciations	-	(429)	(11)	(1 921)	(2 361)
Dépréciations/Reprises sur pertes de valeur	365	-	-	98	463
Reprises sur cessions	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	(1)	-	-	290	289
<b>DÉPRÉCIATIONS ET AMORTISSEMENTS CUMULÉS À LA CLÔTURE AU 30/06/2019</b>	<b>(36 390)</b>	<b>(13 497)</b>	<b>(1 083)</b>	<b>(73 410)</b>	<b>(126 393)</b>
<b>VALEURS NETTES À L'OUVERTURE AU 01/01/2019</b>	<b>4 477</b>	<b>12 733</b>	<b>80</b>	<b>9 634</b>	<b>26 924</b>
<b>VALEURS NETTES À LA CLÔTURE AU 30/06/2019</b>	<b>3 614</b>	<b>13 970</b>	<b>72</b>	<b>7 884</b>	<b>25 540</b>

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les coûts de développement engagés en vue de l'obtention des autorisations nécessaires à la construction et à l'exploitation des projets éoliens actuellement en cours de développement et construction (poste « Projets en cours de développement ») ;
- les coûts de développement ayant été engagés pour l'obtention des autorisations nécessaires à la construction et à l'exploitation des parcs éoliens actuellement en exploitation (poste « Coûts de développement ») ; et
- les droits d'exploitation du parc éolien situé au Maroc dans le cadre d'une concession accordée par l'administration marocaine (inclus dans le poste « Autres immobilisations incorporelles ») ; et
- les droits d'exploitation d'un site de traitement de déchets ménagers situé en France dans le cadre d'une Délégation de Service Public (poste « Autres immobilisations incorporelles »).

Le poste « Acquisitions et immobilisations générées en interne » présente une augmentation de 587 K€. Elle comprend majoritairement les coûts de développement liés aux deux parcs éoliens mis en service en France au cours du premier semestre 2019 pour une capacité totale de 20,1 MW.

## 5.3 Immobilisations corporelles

### Droit d'utilisation issu des contrats de location

Les contrats de location du Groupe portent essentiellement sur des terrains sur lesquels sont implantés les parcs éoliens et pour une part mineure, sur des véhicules de transport et du matériel informatique.

A la date de début du contrat, le preneur doit enregistrer à son actif un droit d'utilisation du bien loué pour un montant égal à la valeur initiale de la dette locative augmentée, le cas échéant, des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état. La valeur de l'actif est susceptible d'être ultérieurement ajustée en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux.

Le droit d'utilisation est amorti linéairement sur la durée de la location retenue pour évaluer la dette locative.

(en milliers d'euros)	Terrains	Agencements et aménagements	Droits d'usage issus des contrats de location - IFRS	Projets en cours de construction	Installations techniques (1)	Autres immobilisations corporelles	TOTAL
Valeurs brutes à l'ouverture au 01/01/2019	6 251	3 723	-	30 348	463 295	2 610	506 227
Acquisitions et immobilisations générées en interne	-	2	2 040	32 733	355	2	35 131
Cessions	-	-	(11)	-	-	(97)	(108)
Écarts de conversion	-	-	-	-	(1)	(1)	(2)
Autres variations	-	-	19 338	(22 513)	23 057	-	19 882
<b>VALEURS BRUTES À LA CLÔTURE AU 30/06/2019</b>	<b>6 251</b>	<b>3 725</b>	<b>21 367</b>	<b>40 568</b>	<b>486 705</b>	<b>2 514</b>	<b>561 130</b>
Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture au 01/01/2019	(1 213)	(3 159)	-	(2 406)	(191 988)	(2 555)	(201 321)
Amortissements et dépréciations	(5)	(115)	(943)	-	(9 398)	(39)	(10 500)
Dépréciations/Reprises sur pertes de valeur	-	-	3	338	-	-	341
Reprises sur cessions	-	-	-	-	-	8	8
Écarts de conversion	-	-	-	-	1	1	2
<b>DÉPRÉCIATIONS ET AMORTISSEMENTS CUMULÉS À LA CLÔTURE AU 30/06/2019</b>	<b>(1 218)</b>	<b>(3 274)</b>	<b>(940)</b>	<b>(2 068)</b>	<b>(201 385)</b>	<b>(2 585)</b>	<b>(211 470)</b>
<b>VALEURS NETTES À L'OUVERTURE AU 01/01/2019</b>	<b>5 038</b>	<b>564</b>	<b>-</b>	<b>27 942</b>	<b>271 307</b>	<b>55</b>	<b>304 906</b>
<b>VALEURS NETTES À LA CLÔTURE AU 30/06/2019</b>	<b>5 033</b>	<b>451</b>	<b>20 427</b>	<b>38 500</b>	<b>285 320</b>	<b>(71)</b>	<b>349 661</b>

(1) L'essentiel du poste regroupe les parcs éoliens en exploitation.

La variation du poste « Acquisitions et immobilisations générées en interne » correspond principalement à la construction de deux parcs éoliens d'une puissance de 50,8 MW en France et à la mise en service de deux parcs éoliens de 20,1 MW en France en avril et juin 2019.

L'ensemble des impacts sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2019 suite à la mise en œuvre de la nouvelle norme IFRS 16 est expliqué dans le paragraphe 2.1.1.

## 5.4 Amortissements

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Allemagne	(4 380)	(4 109)
France	(6 342)	(4 869)
Italie	(551)	(479)
Maroc	(1 407)	(1 353)
Reste du monde	-	(140)
Holding	(83)	(21)
<b>TOTAL</b>	<b>(12 763)</b>	<b>(10 970)</b>

L'augmentation des amortissements de 1 793 K€ est principalement liée à la mise en service de deux parcs éoliens en France au cours du deuxième semestre 2018 et de deux parcs éoliens en France au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

Cette augmentation inclut également la charge d'amortissement d'un montant de 942 K€ relative aux immobilisations corporelles sur contrats de location suite à la mise en vigueur d'IFRS 16, indiquée dans le paragraphe 2.1.1.

## 5.5 Perte de valeur

Le Groupe se base sur des indices de perte de valeur pour déterminer la nécessité d'effectuer des tests de valeur.

Ces indicateurs de perte de valeur utilisés au sein du Groupe sur les actifs mis en exploitation pour l'ensemble des activités, consolidées en intégration globale et mises en équivalence, reposent sur :

- des facteurs de nature économique et législative (changements tarifaires, mise en œuvre de nouvelles taxes, etc.) ; et
- des facteurs technologiques et opérationnels (incident récurrent et durable, sous-performance de l'actif, etc.).

Au premier semestre 2019, FUTUREN a constaté une perte de valeur d'un montant de 349 K€ faisant suite à la modification des déficits reportables d'un parc éolien allemand.

Au premier semestre 2018, FUTUREN avait comptabilisé une perte de valeur d'un montant de 1 106 K€, pour ramener l'actif net de sa filiale Ecoval 30 à sa juste valeur.

## Note 6. Actifs et passifs financiers, instruments dérivés et trésorerie

### 6.1 Actifs financiers

Le classement et l'évaluation des actifs financiers dépendent du modèle de gestion et des caractéristiques contractuelles des instruments. En application de la norme IFRS 9, lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur en résultat.

Au sein du Groupe, les actifs financiers comprennent des titres de participation non consolidés évalués essentiellement à la juste valeur par capitaux propres, des prêts et créances au coût amorti ainsi que la juste valeur positive des instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers sont évalués à leur juste valeur, qui correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale constatée sur le marché principal ou le plus avantageux, à la date d'évaluation et lorsque celle-ci est facilement déterminable.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres comprennent les titres de participation dans les sociétés non consolidées, pour lesquels le Groupe a effectué le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de juste valeur, sans possibilité de transfert au compte de résultat en cas de cession. Seuls les dividendes perçus au titre de ces instruments sont comptabilisés au compte de résultat.

Les prêts et créances financières sont comptabilisés au coût amorti si le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels, uniquement constitués de paiements relatifs au principal et de ses intérêts. Ceux-ci sont comptabilisés dans le poste « Autres produits et charges financiers » du compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le montant des actifs financiers s'élève à 13 763 K€ comparé à 24 962 K€ au 31 décembre 2018 et se compose principalement de :

- Titres non consolidés 2 834 K€
- Créances rattachées à des participations 10 054 K€

Les créances rattachées à des participations concernent essentiellement les avances effectuées aux coentreprises mises en équivalence :

- Parc éolien en Italie 10 043 K€

La variation des actifs financiers est principalement liée au contrôle exclusif exercé par le Groupe sur Theolia Utilities Investment Company (« TUIC ») au 30 juin 2019. TUIC étant mise en équivalence au 31 décembre 2018, le prêt d'actionnaire accordé par le Groupe à TUIC était inclus dans les actifs financiers au 31 décembre 2018 pour un montant de 10 762 K€.

### 6.2 Passifs financiers

#### Dette locative de nature financière

Les dettes issues des contrats de location correspondent à la somme des loyers restants à payer sur toute la durée du contrat de location, actualisés au taux d'emprunt marginal. Celui-ci représente le taux d'endettement de chacune des filiales ou projets, calculé sur la base des taux sans risque (taux de swap), du risque devises, d'une prime de risque pays, de la durée des contrats et du risque de crédit de la filiale.

Cette dette est ensuite augmentée des intérêts générés sur cette dette et diminuée par le remboursement du principal. Elle peut être amenée à être réévaluée en cas d'exercice d'une option d'extension ou de résiliation, d'un changement d'indice ou de taux, etc.

## 6.2.1 Variation des passifs financiers

(en milliers d'euros)	Emprunt obligataire convertible	Emprunts auprès des établissements de crédit	Dette financière sur contrats de location - IFRS 16	Découverts bancaires et équivalents	Autres passifs financiers	TOTAL
<b>Valeurs à la clôture au 31/12/2018</b>	54	144 628	-	69	87 233	231 985
Impacts liés à l'application de la norme IFRS 16	-	-	19 389	-	-	19 389
<b>Valeurs à l'ouverture au 01/01/2019</b>	54	144 628	19 389	69	87 233	251 374
Augmentation	1	-	-	(69)	51 544	51 476
Remboursement	(28)	(9 390)	-	-	(275)	(9 693)
Transactions entre actionnaires	-	-	-	-	(22 022)	(22 022)
Autres variations	-	-	719	-	372	1 091
<b>VALEURS À LA CLÔTURE AU 30/06/2019</b>	27	135 238	20 108	-	116 851	272 224

Les données comparatives au 31 décembre 2018 n'ont pas été retraitées de la norme IFRS 16, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, conformément aux dispositions transitoires de la norme.

Au 30 juin 2019, la dette financière représente 272 224 K€, soit une augmentation de 20 131 K€ par rapport au 31 décembre 2018 hors incidences de la dette financière sur contrats de location résultant de la première application de la norme « Contrats de location ».

### **Variation de l'emprunt obligataire convertible : (27) K€**

La diminution nette de l'emprunt obligataire s'explique principalement par le remboursement partiel anticipé de l'emprunt en janvier 2019 pour un montant de 27 K€.

### **Variation des emprunts auprès des établissements de crédit : (9 390) K€**

Cette diminution correspond aux échéances d'amortissement des financements de projet.

### **Variation des autres passifs financiers : 29 618 K€**

Les Autres passifs financiers comprennent principalement les avances octroyées par l'actionnaire majoritaire pour financer le développement du Groupe, la juste valeur négative des instruments de couverture de taux d'intérêt ainsi que les emprunts auprès des établissements de crédit des Autres activités.

L'augmentation des Autres passifs financiers au cours du premier semestre 2019 est essentiellement due aux :

- avances accordées par l'actionnaire majoritaire 51 686 K€
- diminution des financements d'actionnaire apportés par le véhicule d'investissement TUIC (22 022) K€
- variation de la juste valeur des instruments de couverture de taux 354 K€
- échéances d'amortissement des emprunts des Autres activités (275) K€
- variation des comptes courants, intérêts courus (124) K€

Il est rappelé que les Autres passifs financiers constatés au bilan du 31 décembre 2018 incluaient les financements d'actionnaire apportés par le véhicule d'investissement (« TUIC ») pour un montant total de 22 022 K€.

Depuis le rachat des parts minoritaires de TUIC par le Groupe le 21 mai 2019, ces financements d'actionnaire sont consolidés dans les comptes du Groupe par la méthode d'intégration globale.

Au 30 juin 2019, le Groupe exerce ainsi le contrôle exclusif sur sa filiale TUIC expliquant cette variation.

### **Variation de la dette financière sur contrats de location 20 108 K€**

L'ensemble des impacts sur les états financiers du Groupe suite à la mise en œuvre de la nouvelle norme IFRS 16 est expliqué dans le paragraphe 2.1.1.

### 6.2.2 Covenants

Les financements de projets liés aux parcs éoliens en exploitation en France et en Allemagne sont assortis de *covenants* financiers liés notamment au respect de ratios de flux de trésorerie des sociétés support de projet (trésorerie générée par l'activité / service de la dette) et de structure financière (dette financière / fonds propres).

Au 30 juin 2019, un parc du Groupe en France ne respecte pas ses engagements financiers requis dans le cadre de financements de projet de parcs éoliens.

Il est rappelé qu'en 2018, le ratio couverture service de la dette requis dans le cadre de financements de projets n'avait pas été atteint par un autre parc du Groupe en France en raison de conditions de vent défavorables. Le waiver associé est encore en cours de négociation avec les prêteurs visant à rétablir la conformité avec la documentation de financement, au 30 juin 2019.

La partie non-courante de la dette au 30 juin 2019 de ces parcs et le *swap* associé ont été reclassés en dettes financières courantes des passifs concernés pour un montant total de 1 463 K€.

### 6.2.3 Analyse des emprunts par échéance

Le tableau ci-dessous présente la dette financière selon les prévisions de remboursement du nominal à court, moyen et long terme.

<i>(en milliers d'euros)</i>	- 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	TOTAL 30/06/2019	TOTAL 31/12/2018
<b>Emprunt obligataire convertible (OCEANes)</b>	1	26	-	27	54
<b>Financements de projets - établissements bancaires</b>	19 794	50 469	64 975	135 238	144 628
France	15 658	45 772	63 424	124 854	131 845
Allemagne	4 137	4 697	1 551	10 384	12 782
<b>Instruments financiers dérivés (swap de taux)</b>	91	-	5 253	5 344	4 991
France	91	-	5 253	5 344	4 991
<b>Dette financière sur contrats de location - IFRS 16</b>	1 729	6 238	12 141	20 108	-
Holding	111	455	185	751	-
France	774	2 907	8 786	12 467	-
Allemagne	712	2 326	1 154	4 192	-
Italie	131	551	2 016	2 698	-
<b>Découverts</b>	-	-	-	-	69
France	-	-	-	-	69
<b>Autres dettes financières</b>	682	-	110 824	111 508	82 242
Holding	-	-	110 824	110 824	59 138
France	595	-	-	595	22 867
Allemagne	87	-	-	87	237
<b>DETTE FINANCIÈRE TOTALE</b>	<b>22 297</b>	<b>56 734</b>	<b>193 193</b>	<b>272 224</b>	<b>231 985</b>

## 6.2.4 Analyse des emprunts par nature de taux

(en milliers d'euros)	Avant prise en compte des instruments financiers		Après prise en compte des instruments financiers		Capital restant dû
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	
Emprunt obligataire convertible (OCEANes)	27	-	27	-	27
Financements de projets - établissements bancaires	80 740	54 498	123 287	11 951	135 238
Découverts	-	-	-	-	-
Autres dettes financières dont :	20 791	116 168	20 791	116 168	136 958
<i>Instruments financiers dérivés (swap de taux)</i>	-	5 344	-	5 344	5 344
<i>Dettes financières sur contrats de location - IFRS 16</i>	20 108	-	20 108	-	20 108
<i>Financement corporate</i>	-	110 824	-	110 824	110 824
Autres	682	-	682	-	682
<b>DETTES FINANCIÈRES PAR NATURE DE TAUX</b>	<b>101 558</b>	<b>170 666</b>	<b>144 104</b>	<b>128 119</b>	<b>272 224</b>
<b>POURCENTAGE DES DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>37,31%</b>	<b>62,69%</b>	<b>52,94%</b>	<b>47,06%</b>	

### Analyse par nature de taux avant prise en compte des instruments de couverture :

Au 30 juin 2019, la part de la dette à taux fixe représente 101 558 K€, soit 37,3 % de la dette totale. Le poste « Financements de projets – établissements bancaires », soit 80 740 K€, se décompose comme suit :

- financements de projets en France 70 926 K€
- financements de projets en Allemagne 9 814 K€

La dette à taux variable représente 170 666 K€, soit 62,7 % de la dette totale et concerne principalement :

- avances octroyées par l'actionnaire majoritaire 110 824 K€
- financements de projets en France 59 842 K€

### Analyse par nature de taux après prise en compte des instruments de couverture :

Après prise en compte des instruments dérivés de couverture, la répartition de la dette au 30 juin 2019 est la suivante :

- Dette à taux fixe d'un montant de 144 104 K€, soit 52,9 % de la dette totale ;
- Dette à taux variable d'un montant de 128 119 K€, soit 47,1 % de la dette totale.

## 6.3 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés du Groupe concernent uniquement des outils de couverture du risque de taux (*swap*) ; ils ont comme sous-jacents les emprunts à taux variable. Ces instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au 30 juin 2019. La relation de couverture retenue est la couverture de flux de trésorerie qui permet d'enregistrer la partie efficace directement en capitaux propres et la partie inefficace en compte de résultat.

La valorisation des instruments financiers dérivés passifs au 30 juin 2019 s'élève à 5 344 K€, en hausse de 352 K€ par rapport au 31 décembre 2018.

## 6.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » inclut les liquidités et les placements monétaires immédiatement disponibles soumis à un risque de changement de valeur négligeable, utilisés pour faire face à des besoins de trésorerie.



La trésorerie du Groupe est constituée d'une part disponible, d'une part réservée et d'une part bloquée.

- La trésorerie disponible peut être utilisée à tout moment par le Groupe.
- La trésorerie réservée correspond à la trésorerie que les sociétés support de projet ne peuvent librement distribuer en vertu des conditions de financement mais qui reste disponible pour financer leurs opérations courantes.
- La trésorerie bloquée est non librement utilisable pour les opérations courantes. Elle correspond principalement à des sûretés données à des établissements financiers dans le cadre de garanties d'obligations ou à des constitutions de réserves sur des financements de projet.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018
Valeurs mobilières de placement	13 665	14 896
Disponibilités	78 785	65 824
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>92 450</b>	<b>80 720</b>
Concours bancaires	-	(69)
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>92 450</b>	<b>80 651</b>

#### Détail trésorerie disponible/non-disponible

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018
Trésorerie disponible	44 364	38 809
Trésorerie réservée SSP *	34 650	27 106
Trésorerie bloquée	13 436	14 804
Concours bancaires	-	(69)
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>92 450</b>	<b>80 651</b>

\* Société support de projet.

La trésorerie fait l'objet d'une politique de placement au jour le jour en SICAV de trésorerie monétaires (support euro).

#### 6.5 Coût de l'endettement financier net

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	30/06/2018
Produits de cession des équivalents de trésorerie	3	18
Autres produits	17	312
<b>PRODUITS DE TRÉSORERIE ET D'ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>21</b>	<b>330</b>
Charges d'intérêt sur opérations de financement	(3 954)	(4 008)
Charges d'intérêt sur la dette liée aux contrats de location	(195)	-
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>(4 148)</b>	<b>(4 008)</b>
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>(4 126)</b>	<b>(3 677)</b>

Le coût de l'endettement financier net se répartit et évolue comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	30/06/2018
Emprunt obligataire OCEANE	(1)	(2)
Parcs éoliens en exploitation en Allemagne	(174)	(257)
Parcs éoliens en exploitation en France	(3 445)	(3 578)
Parc éolien en exploitation en Italie	(8)	1
Parc éolien en exploitation au Maroc	-	2
Autres	(499)	157
<b>TOTAL</b>	<b>(4 126)</b>	<b>(3 677)</b>

Au 30 juin 2019, le coût de l'endettement financier net est en augmentation de 450 K€.

Cette hausse correspond aux avances octroyées par l'actionnaire majoritaire dans le cadre des nouveaux financements mis en place par le Groupe pour des parcs éoliens en France.

## 6.6 Autres produits et charges financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	30/06/2018
Autres produits financiers	1 214	3 652
Autres charges financières	(282)	(1 646)
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS</b>	<b>932</b>	<b>2 006</b>

Le poste des Autres produits et charges financiers présente un produit net de 932 K€ pour le premier semestre 2019, comparé à un produit net de 2 006 K€ pour le premier semestre 2018.

Pour mémoire, ce poste avait notamment bénéficié, au premier semestre 2018, de l'impact positif de la cession des titres d'une filiale non consolidée pour 961 K€.

## Note 7. Stocks

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018
Projets éoliens en cours de développement	1 400	1 400
Composants turbines et autres matériels	384	335
Dépréciations	(1 402)	(1 402)
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>383</b>	<b>333</b>

La ventilation des stocks par zone géographique est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019			31/12/2018
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
Allemagne	-	-	-	-
France	(2)	-	(2)	(2)
Italie	1 402	(1 402)	-	-
Maroc	384	-	384	335
Corporate	1	-	1	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 784</b>	<b>(1 402)</b>	<b>383</b>	<b>333</b>

Les stocks comprennent principalement des pièces détachées.

## Note 8. Provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	Provisions			TOTAL
	Provisions pour litiges	pour risques filiales	Autres provisions	
<b>Valeurs à l'ouverture au 01/01/2019</b>	<b>2 334</b>	<b>597</b>	<b>13 589</b>	<b>16 520</b>
Dotations/reprises provisions courantes	-	-	-	-
Dotations/reprises provisions financières	-	-	124	124
Dotations/reprises provisions non-courantes	(1 316)	(597)	(285)	(2 198)
Autres variations	-	-	599	599
<b>VALEURS À LA CLÔTURE AU 30/06/2019</b>	<b>1 018</b>	<b>-</b>	<b>14 027</b>	<b>15 044</b>

Les litiges auxquels le Groupe est confronté sont estimés au 30 juin 2019 à 1 018 K€.

Suite à la signature d'un protocole d'accord mettant fin à un litige en Allemagne, le Groupe a comptabilisé la reprise de la provision précédemment constatée.

Les autres provisions, soit 14 027 K€, se décomposent essentiellement comme suit :

- En Allemagne, une provision pour pertes futures sur certains contrats de gestion de parcs éoliens pour compte de tiers a été constituée en 2010. Cette provision, dont le solde à la clôture semestrielle 2019 est de 3 521 K€, sera reprise chaque année jusqu'à la fin des contrats concernés pour compenser la marge négative. En 2019, une reprise de 156 K€ a été comptabilisée au cours du premier semestre ;
- Les provisions pour démantèlement au 30 juin 2019 s'élèvent à 10 313 K€. Le Groupe a constaté une provision complémentaire de 543 K€ au cours du premier semestre au titre des deux parcs mis en service en France, celle-ci est présentée en ligne « Autres variations ».

Les provisions pour risques filiales sont soldées au 30 juin 2019 suite à la liquidation de deux filiales en Grèce.

## Note 9. Participations dans les coentreprises et les entreprises associées

### 9.1 Données financières

(en milliers d'euros)	% détenu	Quote-part dans l'actif net des coentreprises et entreprises associées	Quote-part dans le résultat des coentreprises et entreprises associées au 30/06/2019	Quote-part dans le résultat des coentreprises et entreprises associées au 31/12/2018
MAESTRALE PROJECT HOLDING SA	50,32%	-	-	-
NEOANEMOS Srl	47,88%	-	-	-
AEROCHETTO Srl	51,00%	-	-	-
ERNEUERBARE ENERGIE ERNTE VIER GmbH & Co. KG	42,40%	-	-	-
<b>TOTAL</b>		-	-	-

### Données financières à 100 %

(en milliers d'euros)	MAESTRALE PROJECT HOLDING			ERNEUERBARE ENERGIE ERNTE VIER GmbH & Co. KG	TOTAL
	SA	NEOANEMOS Srl	AEROCHETTO Srl		
Chiffre d'affaires	-	-	1 797	111	1 908
Charges et produits opérationnels	(9)	(28)	1 976	(23)	1 917
<b>EBITDA</b>	<b>(9)</b>	<b>(28)</b>	<b>3 774</b>	<b>88</b>	<b>3 825</b>
Résultat net	(23)	(21)	489	88	533
Actifs non-courants	0	(153)	20 365	1 032	21 244
Actifs courants	-	143	4 345	83	4 570
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	89	10 758	108	10 961
Passifs financiers non-courants	1 620	9 426	44 472	273	55 791
- dont part du Groupe dans les capitaux propres	11	10	(250)	(37)	(265)
<b>VALEUR DES TITRES DES ENTREPRISES ASSOCIÉES</b>	-	-	-	-	-

Il est rappelé qu'au 30 juin 2019, FUTUREN exerce le contrôle exclusif sur sa filiale Theolia Utilities Investment Company, précédemment consolidée par la méthode de la mise en équivalence en tant que coentreprise.

### 9.2 Transactions avec les coentreprises

Les transactions avec les coentreprises concernent les opérations avec des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint et qui sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

Les transactions avec ces sociétés se font sur une base de prix de marché. Les opérations n'ayant pas une contrepartie au bilan ne sont pas éliminées à l'issue du processus de consolidation.

Il est rappelé qu'au 31 décembre 2018, les coentreprises regroupaient principalement le véhicule d'investissement Theolia Utilities Investment Company ainsi qu'un parc éolien en exploitation situé en Italie.

## Note 10. Impôts sur les résultats

La charge globale d'impôt, s'élève au titre de la période de janvier à juin 2019 à 2 954 K€ et se décompose de la manière suivante :

- Charge d'impôt sur les sociétés exigible (1 410) K€
- Charge d'impôts différés (1 544) K€

Pour comparatif, la charge globale d'impôt s'élevait au titre du premier semestre 2018 à 1 998 K€ et se décomposait de la manière suivante :

- Charge d'impôt sur les sociétés exigible (918) K€
- Charge d'impôts différés (1 080) K€

Le Groupe dispose de déficits fiscaux non activés au 30 juin 2019 s'élevant en base à 313 739 K€ (314 906 K€ au 31 décembre 2018).

## Note 11. Capitaux propres et participations ne donnant pas le contrôle

### 11.1 Nombre d'actions en circulation

	31/12/2018	Création d'actions attribuées gratuitement	30/06/2019
Nombre d'actions	277 776 587	123 200	277 899 787
<b>Nombre de titres</b>	<b>277 776 587</b>	<b>123 200</b>	<b>277 899 787</b>
<b>CAPITAL SOCIAL (EN EUROS)</b>	<b>27 777 659</b>	<b>12 320</b>	<b>27 789 979</b>

Au 30 juin 2019, le capital est composé de 277 899 787 actions de 0,10 € de valeur nominale, contre un capital de 277 776 587 actions de 0,10 € de valeur nominale au 31 décembre 2018.

### 11.2 Participations ne donnant pas le contrôle

Au 30 juin 2019, les participations ne donnant pas le contrôle représentent 25 K€, contre 698 K€ au 31 décembre 2018.

## Note 12. Engagements

Les engagements hors bilan du Groupe se composent principalement de :

- garanties en faveur des fournisseurs d'éoliennes ;
- garanties liées au financement des filiales développant des projets éoliens (caution solidaire, nantissement de titres, etc.) ;
- obligations en matière de contrats de location qualifiées de simple ; et
- autres engagements contractuels (accords directs, gages sur équipement/matériel, options d'achat d'actions, garanties de passif, etc.).

Les tableaux ci-dessous présentent les engagements hors bilan du Groupe par zone géographique et par catégorie d'engagement au 30 juin 2019.

## 12.1. Engagements hors bilan consolidés du Groupe

<i>(en milliers d'euros)</i>	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	30/06/19	30/06/2018
France	34 563	33 851	36 571	104 985	92 216
Allemagne	4 470	12 934	4 859	22 262	29 645
Italie	3 105	1 659	2 589	7 352	9 649
Maroc	398	184	67	648	24
FUTUREN SA	432	-	-	432	2 280
<b>TOTAL</b>	<b>42 967</b>	<b>48 628</b>	<b>44 085</b>	<b>135 680</b>	<b>133 814</b>

## 12.2 Engagements hors bilan par zone géographique

### Engagements hors bilan du périmètre français

<i>(en milliers d'euros)</i>	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	30/06/2019
<b>Engagements liés au périmètre de consolidation</b>	<b>1 800</b>	-	-	<b>1 800</b>
Avais, cautions, garanties reçus sur acquisitions	1 800	-	-	1 800
<b>Engagements liés aux immobilisations</b>	<b>27 067</b>	<b>17 118</b>	<b>19 632</b>	<b>63 817</b>
Commandes de turbines	23 164	2 099	-	25 263
Engagements contractuels de maintenance des parcs éoliens	3 903	15 019	19 632	38 554
<b>Engagements liés aux financements</b>	<b>1 615</b>	<b>13 926</b>	<b>16 777</b>	<b>32 319</b>
Avais, cautions, garanties donnés sur financement	1 615	11 636	16 777	30 028
Actifs financiers donnés en garantie	-	2 290	-	2 290
<b>Autres engagements</b>	<b>4 512</b>	<b>2 807</b>	<b>162</b>	<b>7 481</b>
Engagements contractuels donnés	4 512	2 807	-	7 320
Autres engagements donnés	-	-	162	162
<b>TOTAL</b>	<b>34 995</b>	<b>33 851</b>	<b>36 571</b>	<b>105 417</b>

### Engagements hors bilan du périmètre allemand

<i>(en milliers d'euros)</i>	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	30/06/2019
<b>Engagements liés aux immobilisations</b>	<b>3 259</b>	<b>12 804</b>	<b>2 053</b>	<b>18 116</b>
Engagements contractuels de maintenance des parcs éoliens	2 930	10 068	2 053	15 051
Actifs non-courants avec garanties	329	2 736	-	3 065
<b>Engagements liés aux financements</b>	<b>1 211</b>	<b>130</b>	<b>994</b>	<b>2 335</b>
Avais, cautions, garanties donnés sur financement	1 211	130	994	2 335
<b>Autres engagements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 811</b>	<b>1 811</b>
Engagements contractuels donnés	-	-	1 811	1 811
<b>TOTAL</b>	<b>4 470</b>	<b>12 934</b>	<b>4 859</b>	<b>22 262</b>

### Engagements hors bilan du périmètre italien

<i>(en milliers d'euros)</i>	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	30/06/2019
<b>Engagements liés aux immobilisations</b>	<b>322</b>	<b>1 287</b>	<b>1 287</b>	<b>2 895</b>
Engagements contractuels de maintenance des parcs éoliens	322	1 287	1 287	2 895
<b>Engagements liés aux financements</b>	<b>550</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>550</b>
Avais, cautions, garanties donnés sur financement	550	-	-	550
<b>Autres engagements</b>	<b>2 233</b>	<b>372</b>	<b>1 302</b>	<b>3 907</b>
Engagements contractuels donnés	2 233	372	1 302	3 907
<b>TOTAL</b>	<b>3 105</b>	<b>1 659</b>	<b>2 589</b>	<b>7 352</b>

### Engagements hors bilan du périmètre marocain

<i>(en milliers d'euros)</i>	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	30/06/2019
<b>Autres engagements</b>	<b>398</b>	<b>184</b>	<b>67</b>	<b>648</b>
Engagements contractuels donnés	398	184	67	648
<b>TOTAL</b>	<b>398</b>	<b>184</b>	<b>67</b>	<b>648</b>

### Note 13. Evènements postérieurs à la date de clôture des comptes semestriels

Au cours du mois d'août 2019, 500 OCEANes ont été converties, ayant donné lieu à la création de 1118 actions nouvelles.

Le 28 août 2019, FUTUREN a procédé au remboursement anticipé des 13 094 OCEANes restant en circulation. Depuis cette date, il n'y plus aucune OCEANE en circulation.

Avec une activité structurellement déficitaire et des créances clients anciennes restant impayées, Ecoval 30, filiale spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets par tri-compostage, a entamé fin 2018 une procédure de médiation visant à restaurer son équilibre financier. La médiation s'est achevée le 3 septembre 2019 sans avoir permis d'aboutir à un accord.

Pendant la médiation, FUTUREN a accordé de nouvelles avances à Ecoval 30, remboursables le 31 août 2019. N'étant pas en mesure d'honorer cet engagement, Ecoval 30 se prépare à déposer à brève échéance une déclaration de cessation de paiement. Les principales incidences comptables de cette situation sont intégrées dans les présents comptes semestriels 2019.

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2019

Période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 juin 2019

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Société FUTUREN, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1.1 qui expose le changement de méthode relatif à l'application de la norme IFRS 16 « Contrat de location » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

### **Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

Paris La Défense et Marseille, le 11 septembre 2019

KPMG Audit

Deloitte & Associés

Département de KPMG S.A. . .

Catherine Porta    Loïc Herrmann

Hugues Desgranges

## ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris La Défense, le 11 septembre 2019

Alexandre Morin

Directeur Général